



Syndicat National des Personnels
de l'Education et du Social
Protection Judiciaire de la Jeunesse
Fédération Syndicale Unitaire
Secrétariat National : 54, Rue de l'Arbre Sec – 75001 Paris
Tél : 01 42 60 11 49 - Fax : 01 40 20 91 62
site : www.snpespjj-fsu.org Mél : Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr



Paris, le 26 avril 2012

1^{er} MAI : DEFENDONS LA JOURNEE DES TRAVAILLEURS, CONSTRUISONS UN RAPPORT DE FORCE !

Le 1^{er} mai se déroule dans un contexte marqué au niveau national par l'élection présidentielle et au niveau mondial par la persistance de la crise et la montée des politiques d'austérité. Il revêt de ce fait une importance particulière.

Notre intérêt de salariés est de faire du 1^{er} mai une journée la plus forte et revendicative possible pour :

• Conserver aux travailleurs la propriété du 1^{er} mai et combattre les imposteurs.

D'une part, le Front National, gonflé par son score du 1^{er} tour, cherche à détourner le sens du 1^{er} mai sur ses valeurs xénophobes, racistes et antiféministes, bien éloignées de l'intérêt des salariés malgré son discours pseudo social.

D'autre part, le représentant de la droite tente pour sa part un hold-up sur la journée en appelant à la mobilisation des « vrais travailleurs », essayant de stigmatiser les organisations syndicales et les salariés qui critiquent sa politique et revendiquent dans la rue.

Dans ce sens, le SNPES-PJJ appelle à tout faire pour empêcher la réélection de Nicolas SARKOZY.

• Préparer l'avenir

La mobilisation du 1^{er} mai doit être une étape dans la construction d'un mouvement permettant de revenir sur toutes les régressions en terme d'emploi, de pouvoir d'achat, de protection sociale, de conditions de travail.

Les salariés de la PJJ ont toute leur place à prendre dans ce mouvement pour défendre un véritable service public d'éducation au ministère de la justice et les moyens nécessaires à sa mise en œuvre.

Le SNPES-PJJ/FSU appelle à participer massivement aux manifestations du 1^{er} mai en rejoignant les cortèges de la FSU.

COMMUNIQUE DE LA FSU

Le premier tour de l'élection présidentielle indique un net rejet de la politique menée par le gouvernement de Nicolas Sarkozy.

Les politiques d'austérité ont creusé les inégalités, augmenté la pauvreté et appauvri les capacités des services publics à intervenir. Les discours et mesures n'ont cessé d'opposer les citoyens entre eux contribuant ainsi au repli et au rejet de « l'autre ». Cette politique a contribué à alimenter un vote d'extrême droite particulièrement préoccupant. Si le Front National exploite aujourd'hui la situation de crise et l'inquiétude légitime des Français face à l'avenir, ses propositions constituent une grave menace pour les acquis sociaux et la démocratie.

La réélection de Nicolas Sarkozy ouvrirait la voie à de nouvelles régressions pour les salariés et tous les citoyens et renforcerait les attaques subies au long de son mandat. Cette perspective n'est pas envisageable. La FSU considère qu'une réelle rupture avec la politique actuelle est une nécessité et que la construction d'alternatives en France comme en Europe est indispensable. Elle appelle à se mobiliser en ce sens.

Dans un monde en profondes mutations, alors que les évolutions de la société supposent des besoins nouveaux, il faut apporter des réponses aux questions de l'emploi, du pouvoir d'achat, de la protection sociale, de l'environnement notamment par le partage des richesses et le développement et l'amélioration des services publics.

Dans ce contexte, le 1^{er} mai, journée de solidarité internationale, prend une dimension particulière et la FSU se félicite de l'appel intersyndical unitaire. Elle veillera à ce que cette journée ne soit pas détournée de son sens par ceux qui mènent des politiques contraires aux intérêts des salariés, chômeurs et retraités.

La FSU appelle à faire de ce 1^{er} mai une journée massive de mobilisation unitaire pour porter les revendications sociales, l'exigence de progrès social et de démocratie. Pour combattre la xénophobie et le racisme, pour préserver et développer les acquis sociaux, pour que la démocratie l'emporte, plus que jamais l'unité des salariés, des jeunes, des chômeurs et des retraités est la meilleure réponse.

Faisons ensemble du 1^{er} mai une journée de lutte et d'espoir pour plus de solidarité, d'égalité et de justice sociale.